

**ENSEIGNANTS, LYCÉENS, TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET  
DU PRIVÉ... LA COLÈRE MONTE DANS TOUT LE PAYS !  
LES DIRECTIONS SYNDICALES DOIVENT APPELER À LA  
GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE CONTRE SARKOZY !**

Depuis les luttes de l'automne, trahies par les directions syndicales sous prétexte de « négociations », cette deuxième quinzaine du mois de mai rouvre pour la première fois la possibilité d'une lutte tous ensemble, interprofessionnelle, contre le patronat et le gouvernement de Sarkozy : un « second round » de la résistance sociale est à l'ordre du jour. Après la multiplication des grèves pour les salaires ou contre les licenciements dans le privé depuis le début de l'année, la mobilisation des enseignants et lycéens en mars-avril, la grève des sans-papiers pour leur régularisation depuis le 15 avril, tous les fonctionnaires sont appelés à faire grève ce 15 mai et l'ensemble des travailleurs du public et du privé à se mobiliser le 22. De plus, à la différence de cet automne, Sarkozy est considérablement affaibli par sa défaite électorale en mars et par son impopularité massive et croissante : nourrie par l'inflation comme par les attaques tous azimuts du gouvernement, la colère ouvrière et populaire monte dans tout le pays. Toute la question est maintenant de savoir si les travailleurs sauront s'organiser pour faire sauter les obstacles dressés par les directions syndicales sur le chemin de leur mobilisation tous ensemble, c'est-à-dire *imposer la convergence des luttes par la grève interprofessionnelle pour gagner.*

**POUR L'UNITÉ D'ACTION IMMÉDIATE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA JEUNESSE  
SUR LA BASE D'UNE PLATE-FORME DE REVENDICATIONS CLAIRES ET COMMUNES**

- **Contre l'allongement à 41 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein**, pour le retour aux 37,5 pour tous !
- **Pour une augmentation générale d'urgence des salaires de 300 euros pour tous** et pour l'indexation des salaires sur les prix (échelle mobile des salaires), seule façon d'empêcher l'inflation de rogner le pouvoir d'achat des travailleurs !
- **Pour la régularisation de tous les sans-papiers** (travailleurs, familles et étudiants), contre les expulsions, les rafles et les centres de rétention, abrogation des lois anti-immigrés, contre la division et le racisme, pour l'égalité des droits.
- **Contre la mise en cause des droits des chômeurs**, pour l'indemnisation de tous et le respect de leurs qualifications !
- **Un CDI pour tous, contre la précarité**, l'allongement de la période d'essai, la prétendue « rupture à l'amiable »...
- **Pour la défense des acquis du statut de fonctionnaire** : contre la loi sur la mobilité qui prévoit la mise au chômage de fonctionnaires, pour l'abandon total du rapport Pochard qui veut casser le statut des enseignants et du rapport Silicani qui veut briser le statut de fonctionnaire, pour la titularisation de tous les précaires (Français et étrangers) de la Fonction publique.
- **Pour le rétablissement des 22 000 postes de fonctionnaires supprimés (dont 11 200 postes d'enseignants)**, contre la « révision générale des politiques publiques » qui prévoit d'en supprimer plusieurs dizaines de milliers d'autres d'ici 2012.
- **Pour la défense des acquis de l'École et de l'Université publiques** : rétablissement des heures de cours supprimées dans le primaire et contre l'allègement des programmes qui en découle, maintien des BEP et du Bac Pro en 4 ans, abrogation de la loi Pécresse dite « LRU », défense et rétablissement des diplômes nationaux reconnus sur le marché du travail.
- **Contre le plan de suppression d'hôpitaux et de services hospitaliers**, qui concerne 240 établissements dans tout le pays.
- **Contre la répression policière et judiciaire des mouvements sociaux**, des jeunes, des militants.

**NOUS NE GAGNERONS RIEN PAR DES « JOURNÉES D'ACTION » DISPERSÉES ET SANS  
PERSPECTIVE : 40 ANS APRÈS MAI 68, IL FAUT UNE NOUVELLE GRÈVE GÉNÉRALE !**

La stratégie des journées d'action secteur par secteur et sans perspective mise en œuvre par les directions syndicales revient à multiplier les barouds d'honneur, sans la moindre chance de gagner. C'est ce qu'enseignent toutes les mobilisations des dernières années, vaincues malgré leur puissance. Pour gagner, il faut une tout autre stratégie : lutter tous ensemble par l'arme de la grève, qui n'est efficace que si elle se reconduit et se généralise. C'est pourquoi il n'y a pas d'autre solution que de se battre partout pour clarifier les conditions de la grève générale :

- **Pour l'auto-organisation des travailleurs et jeunes en lutte, au moyen d'Assemblées générales** (intégrant les représentants syndicaux mobilisés) et de leur coordination à tous les niveaux par des délégués élus, mandatés et révocables. Ces AG permettent à tous de s'informer, de débattre, de prendre démocratiquement les décisions, d'unifier et de dynamiser le mouvement. C'est ainsi que les enseignants de la région parisienne ont mis sur pied une « AG des établissements en lutte » qui a été le moteur de leur mobilisation en mars-avril. Des AG départementales ont aussi été instituées dans le Var et en Haute-Garonne. De leur côté, les lycéens se rassemblent en une Coordination nationale lycéenne qui doit leur permettre de contrôler leur propre mouvement, contre la trahison de la FIDL et de l'UNL qui veulent y mettre fin. *C'est le chemin à suivre partout !*
- **Pour imposer aux directions syndicales l'appel à la reconduction de la grève dès le 16 mai dans l'enseignement, qui servirait de volant d'entraînement à une extension dans le reste de la Fonction publique sur la base du succès du 15 mai, puis dans le privé le 22 mai.** Les directions syndicales ne veulent pas appeler à la reconduction, car elles préfèrent « négocier » avec le gouvernement, mais elles subissent la pression des travailleurs qu'elles sont censées représenter, lorsque ceux-ci s'organisent et se battent : c'est sous cette pression qu'elles ont dû appeler à la grève les 10 et 15 avril (enseignants franciliens) et ce 15 mai au niveau national. Or *elles seules auraient aujourd'hui la capacité de lancer au niveau national une grève reconductible coordonnée jusqu'à la victoire.* Il faut donc exiger qu'elles appellent à la reconduction de la grève dès le 16, multiplier les motions d'AG en ce sens et les délégations aux sièges des syndicats.

**AG ÎLE-DE-FRANCE APRÈS LA MANIF, 17h 30, Bourse du travail, 3, rue du Château d'eau, M<sup>o</sup> République**